

Genre et technologie dans le journalisme

LASSANÉ YAMÉOGO

Chercheur
CNRST
Burkina Faso
Lassane.Yameogo@ulb.ac.be



Le rapport genre / technologie a fait l'objet de nombreux travaux scientifiques dans les contextes anglo-saxon et européen. La plupart des publications sur le sujet présentent la technologie comme un domaine à dominante masculine (Morley, 2004 ; Dagiral, 2006). Ce domaine serait même le lieu où « les hommes essaient de dominer tout à la fois la nature et les femmes » (Grint et Gill, 1995 : 4). Le concept de « *valence différentielle des sexes* » développé par Héritier (1996), place la maîtrise de la technologie du côté des hommes et l'incompétence technique du côté des femmes (Hirata et Kergoat, 1998). Mais, ce n'est pas uniquement dans le champ médiatique ou dans celui des technologies de l'information et de la communication qu'on observe cette dichotomisation sexuée des rapports sociaux. « (...) dans nos sociétés, la différenciation sexuelle se construit, dans toutes les occasions de la vie quotidienne, par l'attribution et l'incorporation de compétences spécifiques aux hommes d'un côté (force physique, efficacité technique, puissance intellectuelle) et aux femmes de l'autre (qui se définissent en négatif par rapport à ces caractéristiques, et en positif par des aptitudes concernant la vie familiale et domestique) » (Akrich, 1994 : 11). On peut donc voir en la technologie un domaine traversé par des rapports de pouvoir et de domination genrés. Des stéréotypes sociaux induisent, *a priori*, des rôles professionnels et des stratégies de carrière différenciés selon le sexe.

Pour citer cet article, to quote this article,
para citar este artigo :

Lassané Yaméogo, « Genre et technologie dans le journalisme : les femmes dans les métiers techniques au Burkina Faso », *Sur le journalisme, About journalism, Sobre jornalismo* [En ligne, online], Vol 10, n°1 - 2021, 15 juin - junho 15 - 15 de junho.

URL : <http://www.surlejournalisme.com/rev>

Au Burkina Faso, les femmes diplômées dans les disciplines scientifiques de l'enseignement supérieur représentaient 18,8 % des effectifs scientifiques en 2013 (Institut de statistique de l'Unesco, août 2015). Le pourcentage de chercheuses en ingénierie et technologies était, en 2010, de 11,6 % contre 35,9 % en sciences humaines et sociales (Institut de statistique de l'Unesco, août 2015). Une enquête menée sur 90 cybers à Ouagadougou en 2017 a montré que le personnel technique employé dans lesdits centres était de sexe masculin. La même étude indique que dans 15 entreprises et institutions administratives utilisant les TIC, 67 techniciens sont employés dont seulement 11 femmes, soit 6,16 % (Rouamba, 2017). Les métiers techniques demeurent ainsi encore, globalement, un bastion masculin, contribuant à accentuer la fracture numérique du genre (Mottin-Sylla, 2005).

Cet article¹ analyse les métiers techniques du journalisme de presse écrite, de radiodiffusion et de télévision à financement public pour saisir la façon dont les rapports sociaux de sexe se construisent et se réalisent ou organisent et structurent les relations professionnelles au Burkina Faso. Le choix des médias publics réside dans le caractère homogène de leurs statuts. Ce sont des médias qui sont régis par les mêmes textes législatifs, qui bénéficient de financement public, qui emploient des travailleurs-fonctionnaires (le personnel émarge au budget de l'État), qui sont exposés aux mêmes contraintes de production de l'information, qui connaissent une stabilité économique, donc moins précaires. Ces caractéristiques communes les prédisposent globalement à une même culture professionnelle, ce qui permet de les envisager comme un seul et même objet ou comme un sous-champ à part entière se distinguant des médias privés ; au Burkina Faso, les deux catégories de médias (privés et publics) sont différents tant dans les statuts, les modèles économiques, les modes de recrutement que dans la structuration et l'organisation des rédactions.

L'article explore, *in fine*, les interrelations entre genre et technique pour appréhender la manière dont les différences sexuées s'ancrent et génèrent des inégalités de position, de compétence et de perception entre hommes et femmes des médias à financement public. Au-delà du questionnement sur le rapport entre genre et technologie, l'article interroge globalement le champ médiatique pour mettre en lumière les représentations que les journalistes hommes et femmes et les techniciens hommes et femmes se font l'un de l'autre. Il analyse, en outre, les rapports sociaux de genre à l'aune du monde du dedans (le personnel médiatique) et du monde du dehors (l'entourage, les sources d'information et le public) pour voir si ces deux univers sociaux ont ou non les mêmes perceptions du travail de la femme technicienne.

Il s'agira de voir, enfin, si les rôles professionnels sont présentés sous le prisme « de prescriptions de comportements, de normes et de valeurs sexués » (Jouët, 2003 : 56) qui conduisent l'un ou l'autre sexe à des luttes de reconnaissance sociale, de (re)conquête de légitimité et / ou de reconversion ou d'affirmation professionnelle. Il importe, dès lors, de répondre aux questions suivantes : Comment est envisagée, dans les médias à financement public, (la radio Burkina, la télévision Burkina, la radio rurale et le quotidien *Sidwaya*), la collaboration entre journalistes et techniciens et comment les journalistes se représentent-ils le travail des femmes et des hommes techniciens et vice versa ? Quelles représentations et autoreprésentations sociales du sexe lie-t-on aux métiers techniques ? Ces représentations sont-elles présentées différemment ou identiquement selon qu'on relève du champ médiatique ou de la communauté des sources d'information ? Comment le sont-elles et pourquoi ? Dans quelle mesure les conditions féminines constituent-elles un obstacle ou un atout à l'accès des femmes aux métiers techniques ?

APPROCHE MÉTHODOLOGIE

Cette étude est une recherche qualitative. Elle s'inscrit dans la perspective de la sociologie du genre (Clair, 2012 ; Damian-Gaillard et al., 2009 ; Guionnet et Neveu, 2009 ; Héritier, 1996 ; Bourdieu, 1990) et de la sociologie du journalisme (Neveu, 2000). Le genre est appréhendé comme un système de croyances, d'attributs psychologiques, d'activités de rôles et de statuts sociaux culturellement assignés à chaque sexe (Bem, 1974), le sexe étant ce qui différencie les femmes et les hommes d'un point de vue biologique.

Le travail de terrain a consisté en la réalisation d'entretiens semi-dirigés auprès de différentes catégories d'acteurs du champ médiatique public : techniciennes, techniciens, chefs de service techniques, journalistes, responsables éditoriaux. Treize femmes techniciennes, six hommes techniciens dont trois chefs de service et neuf journalistes dont trois rédacteurs en chef (tous des hommes), trois reporters et trois reporteuses issus de ce milieu ont été interviewés². L'outil de collecte des données a été le guide d'entretien.

Les thèmes abordés lors des entretiens ont porté, entre autres, sur le rapport hommes / femmes évoluant dans les métiers techniques, l'avenir des métiers techniques à l'heure du numérique, les représentations que se font les journalistes et techniciens hommes du travail des femmes techniciennes, les représentations que les femmes techniciennes se font de leur métier, le regard que porte la société extra-journalistique notamment les sources d'information sur les femmes techniciennes, le rapport des femmes techniciennes aux sources d'information, la trajectoire professionnelle et les perspectives de carrière des femmes techniciennes.

Le matériau collecté a fait l'objet d'une analyse de contenu thématique (Miles et Huberman, 2003). Celle-ci a consisté à repérer, dans les propos des informateurs, les unités de sens les plus significatives, à les organiser en catégories selon les objectifs et les questions de recherche et, enfin, à analyser les catégories selon qu'elles véhiculent les mêmes idées ou des idées contraires. Les différentes catégories sur lesquelles s'est appuyée l'analyse sont : rapports entre journalistes et techniciens ; représentations de la technicienne par le monde journalistique ; représentations de la technicienne par le monde extra-journalistique ; rapports professionnels entre techniciennes et techniciens ; formes de disparités sexuées ; perspectives professionnelles de la technicienne.

Les résultats révèlent une structuration et organisation sociale sexuée du métier technique. D'une part, des stéréotypes liés au sexe caractérisent les relations professionnelles, participant à une sous-représentation des femmes techniciennes. D'autre part, des rivalités de reconnaissance sociale et professionnelle marquent les relations entre les journalistes (hommes et femmes) et techniciens (hommes et femmes). Les résultats montrent, en outre, que le travail de la technicienne est sous-valorisé au sein du microcosme professionnel ou du champ médiatique et hyper valorisé par la société extra-journalistique. Elle révèle, par ailleurs, des formes de résistances, de la part des femmes techniciennes, à cette dévalorisation professionnelle. *A contrario*, les encouragements et les félicitations qu'elles reçoivent du monde non-journalistique représentent pour elles des sources d'inspiration, d'affirmation de soi et d'engagement plus prononcé dans le métier. Enfin, l'article montre que, dans les métiers techniques, le progrès technologique est source de rupture générationnelle féminine.

**DES RAPPORTS PROFESSIONNELS
HIÉRARCHISÉS ET CLIVÉS ENTRE
JOURNALISTES ET TECHNICIENS**

Les rapports entre les journalistes et les techniciens des deux sexes sont quelquefois disputés et construits autour des notions de « centre » et de « périphérie ». Le centre représente les journalistes, vus comme l'instance la plus importante et la périphérie, les techniciens, considérés comme des ouvriers. Le système de relations qui structure et organise la vie professionnelle donne à voir « un microcosme qui a ses hiérarchies internes et ses oppositions, ses conflits et ses concurrences, ses dominants et ses dominés » (Champagne, 1997 :85). Les techniciens sont exclus des fonctions et privilèges donnant droit à l'accès aux capitaux symboliques³ (admiration, estime, éloge, déférence, prix et récompenses) et culturel (ensemble de ressources

incorporées en matière de savoir, de connaissances, de diplômes). Ils sont mis en marge des instances décisionnelles (promotion à des postes à responsabilité par exemple), et pris pour des agents d'exécution et de soutien aux journalistes. Des technicien.nes confient : « Nous sommes vus comme des sous-hommes ; les journalistes trouvent que ce sont eux qui font le gros boulot, qui sont la tête pensante » (F1, Radio rurale, 13/02/2019). « Ils se disent intelligents ; ils se croient au-dessus ; certains nous présentent en nous rabaisant : "mon technicien", "mon technicien" » (F2, Télévision Burkina, 20/02/2019). « Ils se prennent la tête, ils pensent qu'ils sont supérieurs et certains prennent plaisir à dénigrer les autres : 'Et toi là, viens faire ça, viens faire ci !'. Mais, c'est un travail d'équipe et non patron et son ouvrier » (F4, stagiaire ISTIC, 25/02/2019).

Les techniciens et techniciennes souffrent d'une double invisibilité : une invisibilité professionnelle et une invisibilité sociale. Le métier de technicien est infériorisé ou vu comme un métier de seconde zone. Dans les équipes de mission de collecte de l'information, ils occupent toujours la position de subalterne. Ni leur capital d'expérience, ni leur qualification ne leur donnent droit à la fonction de chef de mission⁴. Cette fonction est systématiquement confiée au journaliste même quand il n'est pas encore titularisé et est moins diplômé que le technicien.

Au sein du champ, les rapports sociaux et professionnels se structurent et se hiérarchisent autour de la dialectique *visibles / invisibles* comme dans le contexte français où le journaliste « se pense bien plus proche des métiers à exercice libéral, comme les avocats et les médecins auxquels il se réfère souvent pour se définir, que des emplois techniques. Il est un travailleur certes, mais intellectuel, il tient la technique pour secondaire, subordonnée » (Ruellan, 2011 : 104-105). Cette rivalité entre journalistes et techniciens n'est pas un problème nouveau ; les métiers techniques et journalistiques « ont connu des phases successives d'éloignement et de rapprochement au fil de l'histoire de la presse » (Degand, 2013 : 31). Cet éloignement revient, de manière récurrente, dans les propos des acteurs, comme l'affirme ce journaliste : « Je pense que c'est le journaliste qui donne des orientations concernant l'angle de son sujet et les images qu'il veut pour son reportage. Du coup, il est le chef d'orchestre » (J2, *Sidwaya*, 29 /11/2019)

Les rapports de travail entre les deux groupes professionnels ne s'expriment pas en termes de partage de connaissances et d'enrichissement mutuel, mais sont construits de manière verticale et unidirectionnelle, mettant en lumière des relations professionnelles très clivées et hiérarchisées. A la Radiodiffusion Télévision du Burkina (RTB), une dizaine de Journalistes repor-

ters d'images (JRI) a été formée pour remplacer les cameramen lors des missions d'Etat (présidentielles ou ministérielles) se déroulant à l'étranger. Les cadres ont aussitôt opposé au projet un refus catégorique, arguant que le management veut faire disparaître leur métier. Le management a suspendu le projet sans pour autant résoudre le problème. Les journalistes sont toujours envoyés en mission à l'étranger en qualité de JRI au détriment des cadres. « Environ 40 % des journalistes de la RTB savent faire le JRI, même si beaucoup d'entre eux ont appris sur le tas. Aujourd'hui, 90 % des missions officielles à l'étranger sont couvertes par des JRI », clame un journaliste (J9, Télévision Burkina, 24/11/2019).

Comme dans certains contextes où les tensions et rivalités entre journalistes et techniciens désarticulent les relations professionnelles déjà délétères, accentuant les clivages et les rapports de domination (Charron et al., 2014), dans le cas burkinabè, les deux groupes professionnels sont traversés pas de conflits larvés de légitimité professionnelle. Des techniciens remettent en cause la qualité du travail du journaliste reporter d'images soutenant qu'il n'a ni la qualification ni les compétences techniques pour produire des enregistrements, des images et des vidéos et encore moins savoir bien les monter. Dagiral et Parasie (2011 : 145) soutiennent à ce propos qu'« il a été historiquement difficile, sinon impossible, pour un journaliste, de mettre en avant ses compétences techniques ». Les informateurs qui défendent cette idée pensent que la place du technicien va toujours demeurer dans les médias. « La place du technicien n'est pas menacée, parce que le journaliste ne saura jamais être un bon technicien » (T6, Télévision Burkina, 23/02/2019). Ils reconnaissent cependant que le numérique offre la possibilité au journaliste de devenir par effraction technicien. Il représente, selon eux, à la fois une opportunité et une menace. Opportunité parce qu'il offre une possibilité de polyvalence et facilite le travail et menace parce, pour des choix économiques et managériaux, il peut entraîner la disparition de certains emplois techniques.

LES MÉTIERS TECHNIQUES, UN BASTION MASCULIN ?

Dans les médias à financement public burkinabè, on compte divers métiers techniques : la photographie, la caméra, la prise de son, la maintenance des machines, l'éclairage, le montage, l'infographie, la photogravure, l'informatique, la réalisation, l'offset, etc. Les hommes et les femmes qui exercent ces métiers forment le personnel technique. Ils constituent un groupe professionnel à part entière car « agissant à côté ou autour du journalisme, comme une sorte d'environnement que l'on désigne par des concepts abstraits comme

“contraintes de production”, “ressources organisationnelles”, “logique managériale”, “dispositif technique”, “influences extra organisationnelles”, etc. » (Charron et al., 2014 : 7). Le niveau d'étude des techniciens est resté pendant longtemps, globalement, bas si bien que la porosité entre les territoires professionnels est unidirectionnelle : les journalistes s'essaient, occasionnellement, aux métiers techniques, mais l'inverse est, dans le contexte burkinabè, très rare.

Dans les médias étudiés (Radio Burkina, Radio rurale, Télévision Burkina et *Sidwaya*), le personnel exerçant les métiers techniques, selon les statistiques qui nous ont été communiquées par les services des Ressources humaines, se présente comme suit :

Médias	Services techniques	Hommes	Femmes	% Femmes
Sidwaya	Photo	03	01	25%
	Maintenance (réparation, mise en marche et arrêt des machines)	10	01	9,09%
	Informatique	03	00	0 %
	Photogravure	03	00	0 %
	Offset	06	00	0 %
	Finition	04	00	0 %
	Montage	02	02	50 %
Télévision Burkina	Prise de son	15	04	21,05%
	Montage	06	08	57,14%
	Image, camera et lumière	27	01	3,57%
	Transmission de signal	10	00	0%
	Maintenance	15	00	0%
Radio Burkina	Exploitation (prise de son, montage)	22	03	12%
	Maintenance	05	01	16,66%
Radio rurale	Exploitation (prise de son, montage)	07	03	30%
	Maintenance	03	00	0%
Radio Arc-en-ciel	Service technique	08	01	11,11%
Total		149	25	14,36%

Les techniciennes représentent 14,36 % du personnel technique travaillant dans les entreprises médiatiques publiques étudiées. Les journalistes femmes représentaient en 2017, dans 60 % des médias privés et publics burkinabè, 25 % (Yaméogo, 2017). Cette faible représentativité des techniciennes dans les médias résulte de deux constats : premièrement, les métiers techniques sont perçus par les informateurs des deux sexes, aussi bien les techniciens que les journalistes, comme des métiers requérant de la force physique et de l'endurance. En outre, ce sont des métiers dévalorisants pour une femme, comme le souligne cette journaliste : « Faire des câblages, de la manipulation, soulever des matériels techniques gros gabarits, c'est cela qui décourage les femmes à exercer les métiers techniques ; c'est salissant et non valorisant pour une femme » (F1, Radio rurale, 13/02/2019).

La division sexuée du travail est vue par certains informateurs comme allant de soi. Le masculin et le féminin sont socialement construits autour des clichés respectifs fort / faible, capable / incapable, dominant / dominé. Héritier (2002 : 17) appelle cette dichotomisation des rôles sociaux selon le genre « la valence différentielle des sexes » qu'elle décrit comme la perception véhiculant l'image valorisée d'un sexe et l'image dévalorisée de l'autre.

La faible présence des femmes dans les métiers techniques est le résultat d'une perpétuation des inégalités des sexes depuis la cellule familiale. En effet, les parents sont plus enclins à inscrire les garçons que les filles à l'enseignement et aux métiers techniques. Ils estimeraient *a priori* que les filles ne sont pas en mesure d'obtenir des résultats satisfaisants. De même, le « système scolaire n'est en définitive pas plus égalitaire que les autres champs du social » (Gastineau et al., 2012 : 1). De plus, certains « enseignants perpétuent l'idée de l'inégalité entre les sexes » (Traore, 2006 : 11), contribuant à influencer ou à désorienter les filles qui peuvent manifester un désintérêt ou une auto sous-estimation vis-à-vis des filières et les disciplines relevant des sciences exactes comme la physique, la chimie, la mathématique, l'informatique, l'électricité, la mécanique, etc. Rouamba (2013 : 60) a également soutenu, dans une recherche menée au Burkina Faso, que « lors de leur socialisation, les filles reçoivent moins de capital technologique que les garçons [...] : qu'il soit à l'état incorporé, objectivé ou institutionnalisé, les filles en présentent peu par rapport aux garçons. Les derniers manifestent plus de savoirs et de savoir-faire que les premières ».

Ces constats confortent l'idée de la persistance des stéréotypes sexistes et de l'ancrage de l'idéologie patriarcale ou machiste. Pendant longtemps en Afrique, la socialisation de la jeune fille et du jeune

garçon s'est fondée sur une éducation différenciée. La société depuis la cellule familiale prépare généralement la jeune fille à la fonction reproductrice et maternante. Dans ce conditionnement social, on attribue des rôles sociaux distincts aux hommes et aux femmes. L'homme est préparé dès le bas âge à être un leader, à gouverner, à décider contrairement à la femme qui doit incarner la soumission, le domestique, le gouverné, le subalterne.

Nous avons indiqué plus haut que les femmes diplômées dans les disciplines scientifiques de l'enseignement supérieur ne représentaient, en 2013, que 18,8 % des effectifs scientifiques (Institut de statistique de l'Unesco, août 2015). Or, l'accès aux métiers techniques dans les médias à financement public est conditionné, depuis 2005-2006⁵, à une admission à un concours de la fonction publique burkinabè. Les candidats à ce concours doivent être titulaires d'un BAC scientifique pour ceux qui sont recrutés comme assistants (niveau BAC) et d'au moins une licence scientifique pour les conseillers (niveau BAC+3). Mais, généralement, il n'y a presque pas de candidatures féminines au recrutement du fait de la fracture scientifique de genre. Les statistiques de l'ISTIC des trois dernières années (2017, 2018 et 2019) confirment ce profond *gender gap*. Seulement 9,23 % de femmes sont admises au concours de recrutement des techniciens. Ces derniers, comme les journalistes, sont formés à l'Institut des Sciences et Techniques de l'Information et de la Communication (ISTIC), l'école de formation professionnelle.

FEMMES TECHNICIENNES : ENTRE CARRIÈRES ASCENDANTES ET DÉVALORISATION PROFESSIONNELLE

Le déficit de reconnaissance dont souffrent les techniciens des deux sexes est davantage marqué chez les techniciennes. Dans l'imaginaire du monde intramédiatique qui est aussi celui des techniciens, la capacité de la femme à exercer des métiers techniques n'est pas évidente. Celle-ci se voit attribué le statut d'« infériorité sociale » (Héritier, 2002 : 11). Les rôles professionnels sont construits autour d'*a priori* fondés sur la différenciation des sexes. Si les informateurs des deux sexes s'accordent à reconnaître qu'aucun métier technique des TIC ne possède des attributs masculins, dans les faits, les techniciennes sont souvent mises à l'écart du processus de collecte de l'information du fait de leurs conditions de femmes jugées inadéquates avec le travail physique. Une technicienne confie : « On ne me laissait pas grimper sur le poteau parce que je suis une femme alors que les stagiaires garçons qui venaient à peine d'arriver le faisaient » (F5, *Sidwaya*, 12/02/2019). Cette femme est électromécani-

cienne de formation. C'est après des stages succésifs en Installation électrique, en pose et dépose de compteurs d'électricité et en montage et assemblage de panneaux solaires, qu'elle est recrutée aux Editions *Sidwaya* où elle est la seule femme parmi une douzaine de techniciens.

Pour les techniciennes, les hommes, particulièrement leurs collègues, n'ont pas confiance en elles, en leur capacité à dompter la technique. Les métiers requérant de la force physique comme la maintenance, la caméra, la prise de son avec le nagra (appareil autrefois atteignant 12 kilos) symboliseraient cette incapacité des femmes. Celles-ci ne seraient pas physiquement en mesure d'exercer ces métiers d'hommes qui présentent des conditions de travail éprouvantes. Comme le note Batt (2005), les femmes s'engageant dans des métiers masculins, se situent en rupture avec l'image que la société leur attribue par le biais des stéréotypes sexistes. Tougas et al. (1995) qualifient ces préjugés de « néo-sexisme » qu'ils définissent comme « un conflit entre des valeurs d'égalité et des vestiges de croyances et de sentiments négatifs envers les femmes ». Selon certaines techniciennes, cette « masculinité toxique » (Flood et Lévy, 2020), entendue comme les stéréotypes traditionnels infériorisant ou dénigrant la femme ou encore présentant le masculin comme le sexe supérieur, est objectivée par une sous-estimation, de la part de leurs collègues masculins, de leur capacité à exercer le métier technique.

Dans les médias publics burkinabè, les relations de travail sont construites autour d'identités masculines et d'identités féminines caractérisées par des rôles professionnels et des rapports sociaux dissymétriques et différenciés. Les femmes exerçant les métiers traditionnellement masculins ont toujours suscité des réactions négatives de la part des hommes (Tougas et al., 2005). Ces derniers réagissent de manière agressive, estimant que cette arrivée est injuste et non méritée (Guionnet et Neveu, 2010; Héritier, 1996) ou encore que le fait de recruter des femmes dans des secteurs masculins discrédite le métier et en dévalorise le statut social (Tougas et al., 2010 ; Beauchesne, 2001). Cette construction sociale du genre peut être interprétée comme une explication aux rapports sociaux inégaux et inévitables entre les sexes. Elle justifierait la domination masculine. Ce fonctionnement social a ainsi normé les rôles sociaux de même que les rôles professionnels par le typage des métiers (Doutre, 2014 : 327) en les rendant conformes aux rôles professionnels attendus chez les hommes comme chez les femmes (Mariotti, 2002).

Ce n'est pas seulement l'incapacité physique de la femme qui est remise en cause, mais aussi son statut. Le fait d'être épouse, mère est une contrainte majeure. Ce statut exige de la femme une double charge

de travail : travail ménager et vie conjugale d'une part (cuisine, vaisselle, éducation des enfants, etc.), occupation professionnelle d'autre part. Dans l'imaginaire collectif, ce statut d'épouse et de mère est un handicap social pour paraphraser Héritier (2001 : 11) qui parle d'« infériorité sociale ». L'incapacité ou l'infériorité sociale ne s'exprime pas en termes de compétences intellectuelles, mais de contraintes sociales (Yaméogo, 2017 : 117). Les contraintes sociales sont inhérentes aux attributs biologiques. Elles sont mises en avant pour légitimer les inégalités et les iniquités dans la répartition des tâches et l'organisation du travail journalistique. Cela se manifeste, entre autres, dans les missions de terrain ou de collecte de l'information. Ces moments sont des occasions de déploiement des rapports de pouvoir et de domination. Ils donnent lieu à l'objectivation des rôles sexués à un double niveau : l'infidélité et l'argent. Derrière l'argument que la femme en mission est potentiellement objet de séduction des hommes, on lui refuse le séjour technique (journalistique aussi parce que la femme journaliste n'en est pas épargnée)⁶ dans une localité où elle peut passer des nuits loin du foyer conjugal. Le témoignage de cette technicienne est assez édifiant : « Le DG X [elle cite son nom] avait dit en conférence de rédaction qu'il ne va autoriser une femme à partir en mission et quelqu'un va coucher avec elle là-bas » (F5, *Sidwaya*, 12/02/2019).

On ne s'interroge cependant pas sur ce que fera le technicien homme quand il est en mission, loin du foyer conjugal. Les rapports sociaux de genre sont construits, dans l'espace public médiatique burkinabè, autour de considérations asymétriques et inégalitaires, accentuant les ségrégations genrées et les frustrations, comme le décrivent Charron et al. (2014 : 8) : « Les hiérarchies formelles et informelles construites entre les postes de travail, les statuts, ou les fonctions dans un espace professionnel donné créent des zones d'invisibilité et des déficits de reconnaissance ». Les femmes interviewées disent être choquées de cette manière de les exclure des positions de visibilité et de reconnaissance sociales. Cet ordre social hiérarchisé vient confirmer le postulat bourdieusien de la domination masculine selon lequel le féminin est l'incarnation de l'univers de l'intérieur, du domestique, du privé, de la famille tandis que le masculin rime avec le public, l'espace public, l'action, la politique, le pouvoir (Bourdieu, 1990 ; 1998). Des propos du DG se dégage une certaine confraternité de sexe (la solidarité masculine). La culture professionnelle est édulcorée, voire noyée par les mœurs sociales, montrant qu'entre les lois de la profession et la vie sociale privée, il n'y a pas de frontière ou du moins, si elle existe, elle est poreuse. La profession pénètre la sphère intime des femmes par une forme de *mœursification* (inscrire un comportement ou une attitude dans le registre des mœurs et des normes sociales) différenciée des tâches journalistiques, participant à l'accentuation de la dévalorisation sociale de la femme.

Pour les techniciennes, leur invisibilisation sociale par l'éloignement des missions est liée à des enjeux financiers. Dans un contexte où les positions de pouvoir et d'argent sont masculines et non féminines (Yaméogo, 2017), ce sont les techniciens qui sont, *a priori*, priorisés pour les missions. Les techniciennes en sont exclues et corollairement les avantages qui y sont liés. Les personnes (journalistes hommes / femmes, techniciens et techniciennes) désignées pour effectuer une mission de collecte de l'information à l'intérieur du pays comme à l'étranger (voyages présidentiels ou ministériels) bénéficient de frais de mission payés par le budget de l'État.

Cette gratification, qui permet au missionnaire d'arrondir la fin du mois, s'insère dans le paradigme de ce qu'Olivier de Sardan appelle le « *privilégisme* » entendu comme les avantages et privilèges collatéraux dont bénéficie l'agent de l'administration publique dans le cadre de l'exercice de sa fonction. « Un poste dans la fonction publique, [écrit-il], est avant tout évalué selon l'accès aux privilèges qu'il permet. Dans la mesure où les salaires sont à peu près partout dérisoires et bloqués, et où l'investissement dans le travail lui-même est faible, ce sont les privilèges qui font la différence, qu'ils soient formels ou informels, licites ou illicites » (Olivier de Sardan, 2004: 146). Des techniciennes témoignent : « Nous les femmes, nous sommes brimées et ce, pour l'argent ; pour l'argent, on dit que nous ne sommes pas capables, pourtant c'est faux » (F3, Radio rurale, 12/02/2019). « On m'a beaucoup brimée ; souvent on peut programmer ton nom et après on l'enlève sous prétexte que la femme est lente. Mais, en réalité, c'est parce qu'il y a des frais de mission qu'on biffe ton nom » (F4, Télévision Burkina, 13/02/2019).

Mais, pour les chefs de service techniques, ce n'est pas toujours le cas. L'indisponibilité des femmes liée à leur statut de mère ou d'épouse joue, par moments, en leur défaveur. Un chef de service explique : « Il n'y pas de discrimination fondée sur le genre ; il arrive seulement qu'au moment de programmer une mission urgente, on privilégie le technicien qui est immédiatement disponible et généralement, ce sont les hommes » (H1, Radio rurale, 14/02/2019).

Dans tous les cas, une zone d'ombre opaque entoure les critères de sélection de celui ou celle qui doit aller en mission. Dans un contexte marqué par la précarité, l'obtention d'une enveloppe au détour d'une mission traduit, au-delà de la joie qu'elle procure au bénéficiaire, des signaux d'excellents rapports⁷ avec la hiérarchie. D'autant plus qu'il n'existe pas de critères en la matière, mais un système de relations informelles reposant sur des affinités et sur le pouvoir discrétionnaire des supérieurs hiérarchiques.

**LA VALORISATION SOCIALE
DE LA TECHNICIENNE PAR LE MONDE
EXTRA-MÉDIATIQUE**

Dans une recherche antérieure, nous avons montré que les femmes journalistes burkinabè ne jouissent pas d'une bonne image auprès de l'opinion publique extra-journalistique (Yaméogo, 2017). « Femmes infidèles », « femmes trop émancipées », « femmes insoumises » « femmes qui portent la culote » sont, entre autres, les clichés dévalorisants et stigmatisants qui lui étaient attribués. Dans la présente recherche, le même constat est observé. La technicienne est, *a priori*, perçue par ses pairs masculins comme une travailleuse qui fait face à des contraintes sociales (incapacités professionnelle liée à son statut de femme) qui ne lui permettent pas d'exercer convenablement les métiers techniques. Cette caractérisation dévalorisante tranche avec l'opinion du public non-journalistique. La représentation que les techniciennes se font de leur image hors des médias est celle de la femme combattante et courageuse. Leur autoreprésentation à partir du regard et du discours extérieurs met en lumière des compétences et des capacités égalitaires entre techniciens et techniciennes. Des témoignages des techniciennes, il ressort que l'appareil photo, le nagra ou la caméra dans les mains d'une femme suscitent la curiosité et des compliments. Une technicienne affirme : « Une femme technicienne, au début de la radio et de la télévision, c'était du jamais vu ; elle faisait l'objet de curiosité » (F6 technicienne de 40 ans d'expérience à Télévision Burkina).

La photojournaliste de *Sidwaya*, restée longtemps la seule au Burkina Faso⁸, raconte qu'elle recevait des compliments de la part du public qui n'hésitait pas à demander à poser avec elle. Ce fut également le cas pour l'électromécanicienne : « Toutes les fois où je suis grimpée sur le poteau, des gens se sont attroupés pour m'admirer comme à la télé. Certains prenaient des photos parce qu'ils n'ont jamais vu ça » (F5, *Sidwaya*, 12/02/2019).

Voir des femmes investir des métiers d'homme est aujourd'hui encore, dans certains milieux au Burkina Faso, quelque chose d'extraordinaire. Cela donne lieu à des interprétations diverses : d'une part, les félicitations et encouragements du public, comme le montrent les témoignages des techniciennes interviewées, d'autre part, est remise en cause, de nouveau, la question de l'incapacité des femmes à exercer des métiers d'hommes. En Afrique subsaharienne, la séparation des sphères masculine et féminine laisse le plus souvent aux femmes la responsabilité principale de la survie familiale, soit par une production agricole d'autosubsistance, soit par la recherche d'activités génératrices de revenus dans le commerce ou la transformation de biens (Locoh, 2013 : 171). Le contexte est celui où la *sexisation* des tâches, des rôles

sociaux, des rapports sociaux structure et régule la vie en communauté. Mais, le regard valorisant et les encouragements du monde extra-journalistique à l'égard de la femme participent à la déconstruction de ces préjugés fondés sur l'idée que le genre est constitutif du système hiérarchique des valeurs et des compétences. La femme technicienne est masculinisée par ce monde qui l'admire et cela participe à une relative égalisation des rapports sociaux et professionnels.

**ENTRE LUTTE POUR LA RECONNAISSANCE
ET "SEXISME BIENVEILLANT" :
L'AMBIANCE FÉMININE**

Dans un article intitulé « Les informaticiennes : de la dominance de classe aux discriminations de sexe ? », Collet et Mosconi (2010 : 107) rapportent comment une fille, la seule informaticienne de sa promotion d'école était vue par ses pairs masculins : « Ils étaient plus protecteurs, peut-être oui, gentils, sympathiques, attentionnés, parce que forcément, j'étais la seule, donc ça s'est bien passé, c'était bien ». Cette protection masculine, ils l'ont qualifiée de « sexisme bienveillant » pour signifier qu'elle véhicule une autre forme pour exprimer la relation de domination. Cette forme de domination est certes genrée, mais valorisante ; elle tient compte de la représentation que les hommes se font du genre.

Les techniciennes des médias publics burkinabè subissent le sexisme bienveillant. Leurs collègues masculins leur accordent des facilités. Des accommodements informels tenant compte de leur statut de femme, de mère ou d'épouse structurent l'organisation et la programmation des tâches. Mais, ce traitement différencié n'est pas seulement une faveur décidée par les techniciens ; il est aussi la résultante d'une négociation de la part des techniciennes. Des informateurs soutiennent : « Elles ont demandé à ne pas être programmées la nuit. De plus, chacune d'elles a demandé un jour spécial pour s'occuper de la famille » (H3, Télévision Burkina, 20/02/2019). « Mon chef voulait que je travaille uniquement la journée parce que je suis femme. Je lui ai dit non, que je suis recrutée en tant que femme pour faire un métier d'homme. Je fais le travail comme les hommes. Je travaille la nuit » (F5, *Sidwaya*, 12/02/2019).

Elles ne sont pas nombreuses à revendiquer une organisation non genrée de l'activité technique. Excepté cette technicienne de *Sidwaya* qui pense qu'il ne doit pas y avoir d'heure de travail ou de repos pour la femme parce qu'elle vit des conditions et des contraintes spécifiques (mais cette dernière n'est ni au foyer ni mère), toutes les informatrices interviewées veulent bénéficier des arrangements informels. Mais, quand on leur

refuse les missions pour qu'elles ne s'éloignent pas de la famille pour laquelle certaines demandent le jour spécial de repos, elles s'en offusquent parce qu'elles perdraient la gratification inhérente à la mission.

Dans tous les cas, les techniciennes n'entendent pas être vues comme l'incarnation de l'incapacité professionnelle. L'invisibilité et le déficit de reconnaissance donnent lieu à différentes formes de lutte pour la reconnaissance. Certaines affrontent la hiérarchie quand elles se voient mises en position d'invisibilité. « J'ai dit au directeur [à la rencontre de prise de contact] que je ne suis pas venue à *Sidwaya* pour être au bureau, mais sur le terrain » (F5, *Sidwaya*, 12/02/2019).

Un technicien n'est pas recruté pour être au bureau, mais sur le terrain. Dans les médias étudiés, il se trouve, cependant, qu'il y en a qui passent la journée à se tourner les pouces dans un bureau ou à faire autre chose que le boulot pour lequel ils ont été recrutés. Généralement, les travailleurs qui sont dans cette situation sont frappés de sanctions qui s'inscrivent, très souvent, dans le registre du non-dit⁹. Pour cette technicienne de *Sidwaya*, être au bureau, c'est donc manquer l'occasion de s'exprimer et de prouver qu'on en est capable. Ces techniciennes trouvent, comme moyens de lutte pour la reconnaissance, le travail. Pour s'affirmer et montrer qu'on est aussi capable que son collègue homme, ces femmes, quand elles ne consentent pas des efforts supplémentaires, elles se soumettent au même rythme et aux mêmes conditions de travail que les hommes. Et leurs efforts sont souvent récompensés. F3, technicienne radio, était fière de nous citer les prix d'excellence qu'elle a successivement obtenus à l'occasion des *Galian*¹⁰ 2007, 2010, 2017 et 2018. Pour elle, la dichotomisation sexuée, dans les médias, n'est pas liée à la compétence, mais à « des humeurs des gens qui, quand ils ne vous aiment pas, disent que vous n'êtes pas capables ». Elle serait ainsi, en partie, fondée sur les relations sociales et non sur les rapports sociaux de genre. Dans les témoignages, un discours est récurrent : quand la femme s'affirme par le travail, la discrimination sexuée ou sexiste est euphémisée ou en tout cas rarement mise en avant. Si la femme est compétente, elle incarne une valeur (le travail) qui devient un gage d'égalisation des rapports sociaux de genre ; elle annihile les relations de pouvoir et de domination masculine, permettant, dès lors, aux femmes méritantes d'accéder à la visibilité professionnelle et à la reconnaissance sociale.

**LA TECHNOLOGIE, UNE SOURCE
DE DISPARITÉ SEXUÉE ET DE RUPTURE
GÉNÉRATIONNELLE FÉMININE**

La visibilité professionnelle et la reconnaissance sociale ne traversent cependant pas tous les âges. Selon que la technicienne appartienne à l'ancienne (techni-

ciennes ayant au moins une trentaine d'années d'expérience) ou à la jeune génération (techniciennes de moins de vingt ans d'expérience), l'appropriation et la maîtrise de la technologie varient. Autrement dit, les deux générations n'ont pas le même rapport aux nouvelles technologies de l'information et de la communication. L'ancienne génération n'a connu, pendant longtemps, que l'analogie : le nagra, l'appareil-photo à pellicule, la caméra monobloc, le magnétoscope quadruplex sur bande 2 pouces, etc. Avec la transition numérique, les outils de la technologie ont changé, exigeant une reconfiguration des pratiques voire un réapprentissage du métier. Si les techniciennes de la jeune génération ont pu se réadapter à l'évolution technologique par l'autoformation, ce n'est pas le cas de l'ancienne génération. Celle-ci est restée analogique malgré la fin du règne de l'analogie, comme le confie cette technicienne qui fit ses premiers pas à la Radio rurale en 1979 : « Le numérique, ce n'est pas notre temps, c'est le travail des jeunes » (F6, Télévision Burkina, 19/02/2019).

L'ancienne génération de techniciennes (trois parmi les informatrices travaillant à la radiotélévision et à *Sidwaya*) s'intéresse peu au numérique pour diverses raisons. Elle est très avancée en âge (F5 a 40 ans d'expérience) et se dit n'avoir plus rien à apporter. Ensuite, elle n'est pas aidée par le management. Selon les témoignages recueillis aussi bien chez les hommes que chez les femmes techniciens, peu de formation ont été organisées pour outiller le personnel technique en compétences numériques. Tous soutiennent que la priorité dans les médias à capitaux publics n'est pas la formation, mais plutôt la mobilisation des recettes par la vente de l'information, des publi-reportages et de la publicité. Tous ceux qui ont pu se reconverter (la jeune génération notamment) l'ont été par l'autoformation. Ils ont appris sur le tas, auprès de personnes mieux aguerries. Enfin, parmi les techniciennes âgées, il y en a, comme cette femme de Télévision Burkina, qui sont gagnées par la désillusion du métier de technicien d'aujourd'hui. « Avant, ce n'était pas l'argent qui nous intéressait, mais le travail. Aujourd'hui, c'est le contraire, l'argent a pris le dessus. Et quand on est d'un certain âge, il faut savoir se comporter » (F6, Télévision Burkina, 19/02/2019). L'ancienne génération a été formatée socialement et professionnellement dans un moule qui n'est plus celui que connaît la nouvelle génération. Il semble alors exister entre les deux générations un choc de culture professionnelle et de valeurs sociales. Le dénominateur commun aux deux générations demeure l'invisibilité et le déficit de reconnaissance sociale.

Alors que l'ancienne génération de techniciennes se résigne à être en phase avec le numérique, l'ancienne génération masculine y va un intérêt, comme le témoigne ce technicien de 35 ans de métier : « Moi,

j'ai essayé de m'adapter à l'évolution de la technologie. C'est vrai que ce n'est pas toujours évident, mais on y est quand même » (H4, Télévision Burkina 20/02/2019). Ce rapport différencié à la technologie entre hommes et femmes techniciens peut être interprété comme le résultat de la fracture numérique de genre. En effet, dans une étude publiée en 2015 par l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD) du Burkina Faso, le taux de possession de téléphone portable était de 79,4% pour les hommes et de 51,7% pour les femmes ; le taux d'utilisation de l'ordinateur représentait 6,7% pour les hommes et 3,1% pour les femmes et celui d'Internet de 8,3% pour les hommes et 3,8% pour les femmes. La même étude précise que 90 % des femmes et 86,4% des hommes n'ont pas utilisé Internet au cours des 12 derniers mois par méconnaissance de l'outil (INSD, 2015).

Ces statistiques révèlent combien le fossé est profond entre les hommes et les femmes en matière d'utilisation des TIC. Elles montrent également que le numérique ne fait pas partie des usages quotidiens de la majorité de la population burkinabè. Cela pose la question des écarts entre les classes sociales, des inégalités en termes de ressources culturelles et économiques. Dans les médias étudiés, cette fracture numérique est prononcée entre l'ancienne et la jeune génération de techniciens et davantage entre l'ancienne et la jeune génération de techniciennes. Tous les techniciens de l'ancienne génération s'adaptent à l'évolution technologique, même si leur reconfiguration s'opère lentement et sans grande passion. Un technicien affirme : « On essaie de ne pas être en marge du numérique, On ne peut pas être comme les jeunes, mais comme c'est notre métier, on est obligé de le faire. Moi personnellement, j'ai appris sur le tas, avec les jeunes » (H5, Radio Burkina, 30/11/2019). Quant aux techniciennes de l'ancienne génération, elles sont peu enclines à l'adaptation aux nouvelles dynamiques numériques. Sur trois femmes¹¹ de cette génération enquêtées, deux disent ne pas connaître grand-chose du numérique, arguant qu'il est l'affaire des jeunes. Il en résulte que le genre est une construction sociale qui structure les rapports professionnels des métiers techniques du journalisme.

RESTER TECHNICIENNE OU RIEN

Qu'elles souffrent d'invisibilité ou de déficit de reconnaissance, qu'elles soient objet de discrimination sexuelle ou pas, qu'elles appartiennent à l'ancienne ou à la jeune génération, les techniciennes sont animées d'une seule et même ambition : ne jamais renoncer au métier technique, leur « métier-passion » (Le Cam et al., 2018 :85). Personne ne regrette d'avoir choisi ce métier, même si, dans les propos, les noms de techniciennes reconverties sont cités pour illustrer les conditions de travail difficiles. Il y en a qui n'envisagent

pas de prendre la retraite dans les médias, mais n'entendent pas déposer l'appareil-photo, la caméra ou le nagra. Celles qui prévoient y rester jusqu'à la pension n'envisagent pas non plus une reconversion professionnelle. Excepté les techniciennes de l'ancienne génération, toutes les femmes rencontrées ont un projet professionnel. Certaines veulent entreprendre dans la formation professionnelle des jeunes, prioritairement les filles, soit en tant que formatrices dans les écoles existantes, soit en tant que promotrices de nouvelles écoles. D'autres prévoient la création de studio de montage de son et de vidéo pour pallier le manque de compétences avérées dans le domaine. Il y en a même qui songent à une retraite anticipée pour se lancer dans l'auto-entrepreneuriat.

Le métier de technicienne est exercé dans les mêmes conditions que celui du journalisme, vu par les femmes journalistes belges comme « un métier précaire, sans horizon et décevant » (Le Cam et al., 2018 : 91). Il est vrai que certaines ne voient pas en ce métier un lendemain meilleur en regard des mutations technologiques qui le bouleversent et qui font désormais du journaliste un technicien. C'est d'ailleurs, entre autres, pour cette raison que les techniciennes envisagent s'engager dans l'entrepreneuriat. Si quelques techniciens hommes ont aussi parlé de leur intention de développer plus tard des projets personnels, c'est du côté des techniciennes que cette perspective est beaucoup évoquée, perspective qui contraste pourtant avec les statistiques sur l'entrepreneuriat féminin au Burkina Faso. En 2012, les femmes représentaient 8,87% des promoteurs d'entreprises formelles constituées dans un pays où elles constituent environ 52% de la population (Rapport Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina, 2018). Cet intérêt que certaines techniciennes manifestent pour l'entrepreneuriat peut ainsi être interprété comme l'expression d'un dégoût vis-à-vis d'un métier en perte de reconnaissance sociale et professionnelle : le métier technique du journalisme de médias à financement public.

CONCLUSION

Cette recherche a permis de saisir les modalités d'objectivation et de représentation des rapports sociaux de genre dans le champ médiatique public burkinabè, notamment dans son pôle technique. Dans ce microcosme, le genre, en tant construit social, organise et régule l'activité technique. Un ordre social hiérarchisé structure les rôles sociaux et professionnels dans le champ. Les techniciennes y sont faiblement représentées avec seulement 14 % du personnel technique. Elles sont vues à l'intérieur du champ médiatique comme incapables ou incompétentes alors qu'elles souffrent déjà d'invisibilité publique et de déficit de reconnaissance sociale. Leurs collègues masculins leur accordent, à la suite de négociations, des arrangements informels liés à leurs conditions de femmes, d'épouse ou de mère, accentuant les différenciations sexuées et l'invisibilité des femmes. Le statut social de la technicienne est transposé dans les mœurs sociales, l'empêchant d'accéder à certains privilèges circonstanciels, comme les missions qui sont des moments de rétribution ou de gratification. Mais, lorsque les femmes s'illustrent par le travail, la combattivité, l'affirmation de soi, elles sont représentées par les hommes comme des « hommes ». Ces valeurs tendent à égaliser les rapports professionnels entre les techniciens et les techniciennes quand elles sont incarnées par les femmes. Elles donnent lieu à une légitimation et une autolégitimation professionnelle et sociale. En outre, la représentation que les techniciennes se font de leur image hors des médias est celle de la femme combattante et courageuse. Ce discours autoréflexif met en lumière des compétences et des capacités égalitaires entre techniciens et techniciennes.

Proposé le 3 avril 2020
Accepté le 23 novembre 2020

NOTES

¹ Cet article a été réalisé dans le cadre d'un séjour postdoctoral effectué à l'Université libre de Bruxelles en 2019 sous l'encadrement de Florence Le Cam

² Les informateurs ou répondants sont anonymisés. Deux typographies sont adoptées pour distinguer les techniciennes des techniciens. Pour les techniciennes, les répondants prennent le nom de la lettre F comme Femme suivie d'un chiffre (ex. F3) et pour les techniciens, la lettre H comme Homme suivie d'un chiffre (ex. H2).

³ Concept bourdieusien, le capital symbolique englobe les autres formes de capitaux théorisés par l'auteur : capital économique, capital social et capital culturel. « J'appelle capital symbolique n'importe quelle espèce de capital (économique, culturel, scolaire ou social) lorsqu'elle est perçue selon des catégories de perception, des principes de vision et de division, des systèmes de classement, des schèmes classificatoires, des schèmes cognitifs, qui sont, au moins pour une part, le produit de l'incorporation des structures objectives du champ considéré, c'est-à-dire de la structure de la distribution du capital dans le champ considéré » (Bourdieu, 1994 : 161).

⁴ Dans les médias à financement public, les sorties sur le terrain pour des reportages réunissent au moins trois personnes : le journaliste, le photographe ou le cameraman et le chauffeur. L'équipe est dirigée par un chef de mission et ce poste échoit systématiquement au journaliste-reporter. Quelle que soit son ancienneté dans le métier ou sa qualification (diplômé ou pas), le technicien n'est pas promu chef de mission. Le statut de chef confère à celui qui l'exerce des capitaux symboliques comme la visibilité publique, la reconnaissance sociale, le pouvoir décisionnel.

⁵ Beaucoup des journalistes et des techniciens employés dans les médias à financement public avant 2007 n'avaient pas passé un concours pour y être, mais étaient plutôt entrés grâce au système de cooptation informelle ou de "bras long" (personne influente capable de chambouler les ordres sociaux établis) (Yaméogo L., 2016).

⁶ Voir, pour plus de détails Lassané Yaméogo (2017) « Place et image des femmes dans les médias burkinabè », in Koffi AMTEPE et Lassané YAMEOGO (dir.) État de la liberté de la presse 2016 au Burkina Faso, collection CNP-NZ Ouagadougou, p. 94-151

⁷ Ce n'est pas n'importe quel journaliste qui est désigné pour effectuer une mission qui lui rapporte une gratification, mais celui qui est en bon terme avec sa hiérarchie. Perret (2005 : 194) explique dans ce sens qu'« [...] on est en Afrique dans un type de liens communautaires où l'échange de faveurs et de cadeaux sont des régulateurs traditionnels toujours puissants, destinés à fluidifier les rapports sociaux ».

⁸ Une autre photojournaliste travaille aujourd'hui à l'Agence d'information du Burkina (AIB). Il n'existe, au Burkina Faso, dans aucun organe de presse privé une photojournaliste.

⁹ Pour peu qu'on ait eu une divergence de vue avec sa hiérarchie ou qu'on ait commis une faute professionnelle, on peut se retrouver dans un bureau alors qu'on doit être sur le terrain.

¹⁰ Concours organisé annuellement par le ministère de la communication pour récompenser les meilleurs journalistes et techniciens

¹¹ Toutes ces trois techniciennes étaient à quelques mois de la retraite au moment de l'enquête

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Akrich M., 1994, « Comment sortir de la dichotomie technique/société », in Latour, B., Lemonnier, P. (dirs.). *De la préhistoire aux missiles balistiques : l'intelligence sociale des techniques*, Paris : La Découverte, pp. 105-131.
- Batt M., 2005, « Les femmes et les métiers masculins », *Éduquer* [En ligne], 10 |, mis en ligne le 15 octobre 2008, consulté le 17 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rechercheseducations/373>
- Beauchesne L., 2001, *Être policière : une profession masculine*, Montréal : Éditions Cursus universitaire.
- Bem S., 1974, "The measurement of psychological androgyny" *Journal of consulting and clinical psychology*, 42.2, pp. 155.
- Bonnafous S., Jouët J., et Rieffel R., dirs., 2003, « Une communication sexuée ? », *Réseaux*, vol. 21, n°120.
- Bourdieu P., 1990, « La domination masculine », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 84, pp. 2-31
- Bourdieu P., 1998, *La domination masculine*, Paris : Les Éditions du Seuil.
- Bourdieu P., 1994, *Raisons pratiques*, Paris : Seuil
- Cabriolé S., 2010, « Les journalistes du Parisien.fr et le dispositif technique de production de l'information », *Réseaux*, n°160-161, pp. 81-100.
- Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina, 2018, *Etat des lieux de l'entreprenariat féminin au Burkina Faso et la perception des femmes chefs d'entreprises sur le climat des affaires*, Ouagadougou, Rapport de mars 2018.
- Charron J., Damian-Gaillard B., Travancas I., 2014, « Les invisibles du journalisme - Introduction », *Sur le journalisme, About journalism, Sobre jornalismo*, vol. 3, n°1, pp. 6-9
- Clair, I., 2012, *Sociologie du genre*, Paris : Armand Colin.
- Collet I., et Mosconi N., 2010, « Les informaticiennes : de la dominance de classe aux discriminations de sexe ? », *Nouvelles Questions Féministes* n°2, vol. 29, pp.100 à 113
- Dagiral É., 2006, « Genre et technologie », *Terrains travaux* n°1, pp. 194-206.
- Dagiral E., et Parasie S., 2011, « Portrait du journaliste en programmeur : l'émergence d'une figure du journaliste "hacker" », *Les cahiers du journalisme*, 22-23, pp. 144-154.
- Damian-Gaillard B., Cégolène F., and Eugénie S., 2009, « Le journalisme au prisme du genre: une problématique féconde », *Questions de communication*, n°15, pp. 175-201.
- Degand A., 2013, « Le rôle des techniciens et des informaticiens dans la co-production de l'information en ligne », *Global Media Journal -- Édition canadienne* vol. 6, n° 1, pp. 25-43
- Doutre É., 2014, « Mixité de genre et de métiers: Conséquences identitaires et relations de travail », *Canadian Journal of Behavioural Science/Revue canadienne des sciences du comportement* vol.46, n°3, p. 327.
- Duru-Bellat M., 1994, « Filles et garçons à l'école, approches sociologiques et psycho-sociales », *Revue française de pédagogie*, vol. 109, n° 1, pp. 111-141.
- Flood M., et Alexandre L., 2020, « Un garçon, ça ne pleure pas! », *Books* 3, pp. 21-24.
- Gastineau B., Gnele J., et Mizochounnou S., 2012, « Scolarisation et genre au Bénin. Des politiques aux pratiques de genre dans les écoles primaires à Cotonou », communication au *Café Scientifique de l'Université d'Abomey-Calavi*, le 20 Juillet 2012
- Grint K., et Gill R., (éd.) (1995), *The gender-technology relation: Contemporary theory and research*, Bristol: Taylor & Francis.
- Guionnet C., et Neveu E., 2009, *Féminins/masculins : sociologie du genre*. Paris : Armand Colin.
- Héritier F., 2002, *Masculin/Féminin II. Dissoudre la Hiérarchie*, Paris : Edition Odile Jacob.
- Héritier F., 1996, *Masculin, Féminin. La pensée de la différence*, Paris : Odile Jacob.
- Hirata H., et Kergoat D., 1998, « La division sexuelle du travail revisitée », in HI, Hirata, H., Lombardi, M.R. et Maruani, M. (dirs.), *Travail et genre. Regards croisés*, Paris, La Découverte, Collection Recherches, pp. 93-104
- Institut national de la statistique et de la démographie, 2015, *Enquête multisectorielle continue (EMC) 2014. Accès aux technologies de l'information et de la communication* [En ligne] : http://www.insd.bf/n/contenu/enquetes_recensements/Enq_EMC/Access_aux_TICs.pdf
- Jouët J., 2003, « Technologies de communication et genre. Des relations en construction », *Réseaux*, n° 120, pp. 53-86.
- Lasvergnas I., 1988, « Contexte de socialisation primaire et choix d'une carrière scientifique chez les femmes », *Recherches féministes*, vol. 1, n° 1, pp. 31-46.
- Le Cam F., Libert M., et Ménélaque L., 2018, Être femme et journaliste en Belgique francophone, ULB-LaPIJ-UMons-AJP
- Mariotti F., 2002, « La sexuation de l'implication à s'engager dans un métier scientifique au lycée », *Recherches féministes*, vol.15, n°1, pp.: 47-63.
- Miles B. M., et Huberman A. M., 2003, *Analyse des données qualitatives*, Bruxelles : De Boeck.
- Morley C., 2004, « Masculin / Féminin : le genre des technologies de l'information », *Revue française de gestion*, vol.30/148, pp. 67-86.
- Mottin-Sylla M-H., 2005, « Fracture numérique de genre en Afrique francophone. Une inquiétante réalité », *Études et Recherches*, n°244, Dakar : Enda tiers-monde
- Neveu E., 2000, « Le genre du journalisme. Des ambivalences de la féminisation d'une profession », *Politix* n°51, vol.13, pp.179-212.
- Olivier de Sardan J-P., 2004, « État, bureaucratie et gouvernance en Afrique de l'Ouest francophone. Un diagnostic empirique, une perspective historique », *Politique africaine*, n°96, pp. 139-162.
- Perret T., 2005, *Le temps des journalistes: l'invention de la presse en Afrique francophone*, Paris : KARTHALA Éditions.
- Rouamba M., 2013, « Le capital technologique et accès aux métiers techniques des technologies de l'information et de la communication (TIC) au Burkina Faso », *Revue africaine des médias*, vol. 21, n°1&2, pp. 43-62
- Rouamba M., 2017, « Femmes et métiers techniques des TIC à Ouagadougou » [En ligne] <http://burkina-ntic.net/spip.php?article747>

Ruellan D., 2011, *Nous, journalistes : Déontologie et identité*, Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble.

Traore C., 2006, « Scolariser les filles à l'adolescence : l'expérience du Burkina

Faso », Communication à la Journée internationale d'étude : Pékin, Objectifs du Millénaire. *Les femmes et les filles en marche vers l'éducation*, Bruxelles, 23 mai 2006

Tougas F., Ann M. B., and Joëlle L., 2005, « Le sexisme, un barrage à deux voies: la résistance à l'intégration des femmes dans un secteur traditionnellement masculin », *Les cahiers internationaux de psychologie sociale* n°3, pp. 23-32.

Tougas F., Brown R., Beaton A M., et John S., 1995, « Neo-sexism: Plus ça change, plus c'est pareil », *Personality and social psychology bulletin*, vol. 21, n°8, pp. 842-849.

Unesco, 2015, « Technologies de l'information et de communication (TIC) en éducation en Afrique subsaharienne :

analyse comparative du développement numérique dans les écoles », *Bulletin d'information de l'ISU*, n° 25.

Yaméogo L., 2016, *Interactions des médias publics avec les champs politique et socioéconomique au Burkina Faso: facteurs d'influence, identités et pratiques professionnelles*, Thèse de doctorat, Université Libre de Bruxelles

Yaméogo L., 2017, « Place et image des femmes dans les médias burkinabè », in Koffi AMTEPE et Lissané YAMEOGO (dir.) *Etat de la liberté de la presse 2016 au Burkina Faso*, NZ Ouagadougou :collection CNP-NZ, pp. 94-151



RÉSUMÉ | ABSTRACT | RESUMO

Genre et technologie dans le journalisme :
les femmes dans les métiers techniques au Burkina Faso

Gender and technology in journalism:
women in technical professions in Burkina Faso

Gênero e tecnologia no jornalismo:
mulheres em profissões técnicas em Burkina Faso

Fr. S'appuyant sur une enquête qualitative menée dans les médias à capitaux publics au Burkina Faso en 2019, cet article analyse les interrelations entre genre et technologie, et conforte le postulat que les métiers techniques sont construits ou représentés autour d'une organisation sociale sexuée. D'une part, les rapports entre les journalistes et les techniciens des deux sexes sont disputés et construits autour des notions de « centre » représenté par les journalistes, vus comme l'instance la plus importante et de « périphérie » incarnée par les techniciens, considérés comme des ouvriers ou des agents de soutien des journalistes. Ces rivalités de reconnaissance sociale et professionnelle entre les deux groupes professionnels s'accroissent davantage quand les journalistes s'autoproclament techniciens, affirmant être désormais capables d'exercer les métiers techniques grâce aux facilités que leur offre le numérique. D'autre part, des stéréotypes liés au sexe caractérisent les relations professionnelles, participant à une sous-représentation des femmes techniciennes ou à une masculinisation du métier. La recherche montre, en outre, que le travail de la technicienne est sous-valorisé au sein du microcosme professionnel ou du champ médiatique et hyper valorisé par la société extra-journalistique. Dans l'imaginaire du monde intra-médiatique qui est aussi celui des techniciens, la capacité de la femme à exercer des métiers techniques est relativisée ou réfutée. Mais, lorsque les femmes s'illustrent par le travail, la combattivité, l'affirmation de soi, elles sont représentées par les hommes comme des « hommes » donnant à voir une forme d'égalisation des rapports professionnels entre les techniciens et les techniciennes. L'article révèle, par ailleurs, des formes de résistances, de la part des femmes techniciennes, à cette dévalorisation professionnelle. *A contrario*, les encouragements et les félicitations qu'elles reçoivent du monde non-journalistique représentent pour elles des sources d'inspiration, d'affirmation de soi et d'engagement plus prononcé dans le métier. Enfin, l'article montre que, dans les métiers techniques, le progrès technologique est source de rupture générationnelle féminine.

Mots clés : Burkina Faso, genre, technologie, métier, journalisme

En. This paper analyzes the interrelationships between gender and technology (based on qualitative research of public-funded media in Burkina Faso in 2019) and confirms that the constitution and representation of technical professions are rooted in a gender-based social organization. On the one hand, the relationship between journalists and technicians of both sexes are defined and built around the notions of a “center” represented by journalists (considered the most important aspect of the media structure), and a “periphery” incarnated by technicians (considered supporting agents of journalists). The rivalry for social and professional recognition between the two groups escalates when journalists proclaim themselves technicians, claiming to be able to exercise technical professions thanks to the ease offered by digital technology. On the other hand, gender stereotypes characterize professional relationships, contributing to an under-representation of women technicians and to a masculinization of the profession. The research shows, moreover, that the work of the female technician is undervalued within the professional microcosm and in the media field and overvalued by extra-journalistic society. In the imaginary of the realm of intra-media, which is also that of technicians, women's ability to exercise technical professions is relativized or denied. But, when women dis-

tinguish themselves through work, combativeness or assertiveness, they are represented by men as “men” as a way of equalizing professional relationships between male technicians and female technicians. This paper also reveals forms of resistance on the part of female technicians to this professional devaluation. On the other hand, the encouragement and congratulations they receive from the non-journalistic world represent sources of inspiration, self-assertion and a clearer commitment to the profession. Finally, the article shows that, in the technical professions, technological progress is a source of female generational rupture.

Keywords: Burkina Faso, gender, technology, profession, journalism

Pt. Com base em uma pesquisa qualitativa realizada na mídia pública em Burkina Faso em 2019, este artigo analisa as inter-relações entre gênero e tecnologia e apóia o postulado de que as profissões técnicas são construídas ou representadas em torno de uma organização social de gênero. Por um lado, as relações entre jornalistas e técnicos de ambos os sexos são disputadas e construídas em torno das noções de “centro” representadas pelos jornalistas, vistos como a instância mais importante, e de “periferia” encarnadas pelos técnicos, considerados agentes de apoio de jornalistas. Essas rivalidades por reconhecimento social e profissional entre os dois grupos profissionais se acentuam ainda mais quando jornalistas se proclamam técnicos, afirmando poder exercer profissões técnicas graças às facilidades oferecidas pela tecnologia digital. Por outro lado, os estereótipos de gênero caracterizam as relações profissionais, contribuindo para uma sub-representação das técnicas mulheres ou para uma masculinização da profissão. A pesquisa mostra, além disso, que o trabalho da mulher técnica é subvalorizado dentro do microcosmo profissional ou do campo da mídia e hipervalorizado pela sociedade extrajornalística. No imaginário do mundo intra-midiático, que é também o dos técnicos, a capacidade das mulheres de exercer profissões técnicas é relativizada ou refutada. Mas, quando as mulheres se distinguem por meio do trabalho, da combatividade, da assertividade, são representadas pelos homens como «homens», mostrando uma forma de equalização das relações profissionais entre técnicos e técnicas. O artigo também revela formas de resistência, por parte das técnicas, a essa desvalorização profissional. Por outro lado, o incentivo e as felicitações que recebem do mundo não jornalístico representam para elas fontes de inspiração, autoafirmação e compromisso mais nítido com a profissão. Por fim, o artigo mostra que, nas profissões técnicas, o progresso tecnológico é uma fonte de ruptura geracional feminina.

Palavras-Chave: Burkina Faso, gênero, tecnologia, profissão, jornalismo

